

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPACA

7 rue du Commerce
03220 Treteau

Références : 20241205-RAP-63-1215-InspCOOPACA-Treteau
Code AIOT : 0005601461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement COOPACA implanté 7 rue du Commerce 03 220 Treteau. L'inspection a été annoncée le 06/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPACA
- 7 rue du Commerce 03220 Treteau
- Code AIOT : 0005601461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'installation est un site de stockage de grains, de produits phytosanitaires, d'engrais et de fabrication d'aliments pour bétail.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, section III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Mise à jour POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Merlon de terre - cuve de gaz	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 14/04/1999, article 5.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/1999, article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de la présente inspection était d'effectuer un état d'avancement des demandes précédemment formulées.

Il en ressort une bonne prise en main de l'exploitant sur l'ensemble des demandes avec quelques actions restantes à clôturer.

A ce titre, il est cité les actions suivantes demandées sous un délai de 6 mois :

- Finaliser les travaux de mise en place des protections contre le risque foudre (fiche de constat n°1) ;
- Actualiser la surveillance acoustique du site (fiche de constat n°2) ;
- Mettre à jour du POI (fiche de constat n°6).

Par ailleurs, une vérification rapide (1 mois) devra être menée sur la soumission ou non des tuyauteries gaz à la réglementation des équipements sous pression (fiche de constat n°7).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, section III
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023
Prescription contrôlée : <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...]</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
Constats : <p>Dans le cadre de la construction de 5 nouveaux silos de stockage (modification autorisée le 17/05/2023), l'exploitant a procédé à la mise à jour des études de risque foudre du site (rapports en date du 27/12/2023).</p> <p>L'analyse du risque foudre préconise la mise en place de protections contre le risque foudre. Les équipements à installer sont précisés dans l'étude technique foudre.</p>

Pour ce faire, l'exploitant a engagé des demandes de devis et est, à ce jour, en attente de la programmation d'une intervention par un prestataire externe (devis validé en juillet 2024).

En complément, l'exploitant précise disposer déjà du prestataire permettant de mener les opérations de vérification initiale post-travaux. Cette vérification pourra donc être déclenchée dès la réception des travaux d'installation des équipements de protection contre le risque foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir, sous un délai maximal de 6 mois, la justification de la réalisation des travaux précités ou, à défaut, fournir directement le rapport de l'organisme compétent ayant mené la vérification initiale post-travaux.

Il est rappelé que la vérification initiale des installations est exigée au plus tard six mois après l'installation des protections.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Niveau sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, niveau sonore

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023

Prescription contrôlée :

En complément à l'obligation d'un contrôle réalisé tous les 3 ans, pour l'établissement, qui est imposé dans l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 1643/99 du 14 avril 1999, un contrôle périodique des nouvelles installations autorisées par le présent arrêté est réalisé selon les dispositions suivantes.

Une mesure de la situation acoustique engendrée par le fonctionnement des installations est effectuée tous les ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Cette situation caractérisera notamment les niveaux sonores émis en limite de propriété ainsi que l'émergence dans les zones à émergence réglementée.

Si 3 contrôles annuels consécutifs démontrent la conformité des émissions sonores, la fréquence des contrôles devient bisannuelle. Si 2 contrôles bisannuels consécutifs démontrent la conformité des émissions sonores, la fréquence des contrôles devient trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés en période significative de collecte des céréales.

Les rapports de mesure sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

En préambule, l'exploitant précise avoir une bonne maîtrise des niveaux sonores présents sur son site de Tréteau et ne pas avoir relevé de problématique spécifique.

Par ailleurs, l'exploitant précise que les résultats issus de la précédente campagne acoustique (2021 : mesures installation en marche, 2022 : mesures installation à l'arrêt, 2023 : rapport d'analyse) sont considérés comme anormaux.

L'exploitant a donc pris l'attache d'un nouveau prestataire (APAVE) pour une prestation au premier semestre 2025. L'éventuel plan d'action sera décliné au regard de cette campagne 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Faire réaliser la nouvelle campagne de mesures acoustiques dans les plus brefs délais, dès le début de l'année 2025, afin de transmettre à l'inspection un nouveau rapport de surveillance acoustique au plus tard en juin 2025.

Apportant une vigilance particulière sur les aspects suivants :

- La localisation des points de mesure devra permettre une couverture globale du site, dont les secteurs ayant fait l'objet d'une modification récente.
- Les maisons acquises par l'exploitant et situées en limite de site devront bien être considérées en zone à émergence réglementée du fait de leurs futures vocations (habitations sous contrat de location).

Selon les résultats, se projeter sur un plan d'action dès la validation du rapport d'analyse. Le cas échéant, transmettre ce plan d'action au service d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Merlon de terre - cuve de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, mesure de limitation des effets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023

Prescription contrôlée :

Un merlon en terre, exempt de pierre pouvant être projetée en cas d'explosion, est réalisé sur la face de la cuve de gaz tournée vers les silos existants 2, 3 et 5. Les dimensions minimales de ce merlon sont de 5 m en hauteur, 10 m en largeur à la base et de 13 m en longueur.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser un relevé dimensionnel du merlon pour vérifier le respect de la prescription.

- Hauteur : 6,10 m (ok > 5m)
- Largeur : 10,33 m (ok > 10m)
- Longueur : 16,98 m (ok > 13m)

L'exploitant confirme que ce merlon est exempt de pierre et qu'il ne présente pas de phénomène d'érosion, notamment lors d'épisodes pluvieux.

La visite sur site est conforme avec les données présentées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/1999, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, eaux résiduaires

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires sont évacuées par épandage après transit par un système d'assainissement [...].

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement avant rejet au milieu naturel, permettant de respecter les valeurs ci-après.

En sortie d'établissement, ces eaux seront exemptes de tous éléments qui contribueraient à favoriser la manifestation d'odeurs et de saveurs anormales et devront respecter les normes suivantes:

- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C et leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5;
- la modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de rejet, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l;
- hydrocarbures totaux: 10 mg/l;
- MES: 100 mg/l;
- DBO5: 100 mg/l;
- DCO: 300 mg/l;
- azote: 30 mg/l;
- phosphore: 10 mg/l.

Constats :

En complément des éléments retranscrits dans le précédent constat, l'exploitant indique avoir finalisé ses investigations et avoir découvert la présence de 2 canalisations enterrées entrantes sur

son réseau aqueux. A savoir :

- une canalisation issue d'un service technique regroupant les eaux d'une aire de lavage de camions (nettoyage haute pression pour supprimer les boues et poussières des camions) ;
- une canalisation issue d'une maison mitoyenne regroupant les eaux d'un lavabo domestique.

L'exploitant confirme que l'ensemble des flux transitent bien par le séparateur-déboureur du site avant l'unique point de rejet. Ces nouvelles données ne remettent pas en cause l'installation actuellement en place, d'autant plus que le séparateur-déboureur avait fait l'objet de travaux de modernisation avec un surdimensionnement volontaire de sa capacité.

D'autre part, l'exploitant indique avoir complété son action en faisant poser une buse dans le fossé, en aval du point de rejet, sur une distance d'environ 100 m. Ce busage, recouvert de terre, achemine les eaux au-delà du premier riverain.

En dernier lieu, l'exploitant précise que la typologie du site fait que le réseau en place capte également les eaux de ruissellement de la route départementale.

Concernant l'obligation de surveillance de la qualité des eaux au point de rejet, le dernier prélèvement effectué en date du 09/11/2023 ne fait état d'aucun dépassement des valeurs limites sur l'ensemble des paramètres réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1999, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'extinction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023

Prescription contrôlée :

[...] Les extincteurs sont contrôlés annuellement.

[...] les silos et séchoirs seront équipés de colonnes sèches.

Constats :

L'exploitant a engagé une réflexion permettant de satisfaire le besoin de contrôle des colonnes sèches présentes sur son site. Cette réflexion a notamment été alimentée par le SDIS03, qui dispose d'un retour d'expérience opérationnel sur l'utilisation de colonnes sèches.

A ce jour, l'exploitant a formalisé un projet de procédure faisant état de points de contrôle et de points d'essai.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en œuvre la procédure de contrôle et définir sa périodicité de réalisation.

Il est confirmé que celle-ci répond parfaitement aux objectifs fixés par la réglementation actuellement en vigueur (AM du 29/03/04 - article 11 : « Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. »)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise à jour POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 28/06/2024

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

<p>Constats :</p> <p>A ce jour, le POI du site (daté de 2023) n'intègre pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.</p> <p>A l'approche de l'échéance réglementaire du 30 juin 2025, l'exploitant confirme avoir engagé les réflexions permettant de mettre en œuvre ces nouvelles dispositions, mais précise également s'interroger sur le devenir de son activité de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium, qui pourrait avoir un impact sur le classement Seveso du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Avant l'échéance réglementaire du 30 juin 2025, procéder à la mise à jour du POI du site conformément aux prescriptions précitées.</p> <p>A défaut, l'exploitant devra produire un porter à connaissance informant le Préfet de sa décision de cessation d'activité, notamment au regard de la rubrique 4702, lui permettant de justifier et de faire valoir un déclassement Seveso.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, respect du plan d'action</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023 • Type de suites qui avaient été actées : Avec suites • Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • Date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 18 septembre 2009 comporte notamment en pages 258 et 259 un plan d'actions visant à modifier certaines installations existantes du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>En vue de clôturer le précédent constat, il a été demandé à l'exploitant de préciser les caractéristiques exactes des tuyauteries de gaz, en particulier les tuyauteries de distribution</p>

situées en amont des séchoirs, afin de savoir si celles-ci relèvent de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression.

Les caractéristiques exactes n'ont pas pu être précisées, ni relevées lors de la visite sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vérifier les caractéristiques des tuyauteries de gaz présentes sur le site.

Les tuyauteries ayant les caractéristiques suivantes devront être recensées et suivies au titre des équipements sous pression (arrêté ministériel du 20/11/2017) :

Tuyauterie Gaz (fluide de groupe 1)

- DN > 100 mm ou
- PS.DN > 1000 et DN > 25

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois